

"Coup de grâce pour la pérestroïka" dans Le Monde (15 janvier 1991)

Légende: Le 15 janvier 1991, commentant l'intervention militaire soviétique en Lituanie, le quotidien français Le Monde analyse les limites de la politique d'ouverture de Moscou.

Source: Le Monde. 15.01.1991. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"coup_de_grace_pour_la_perestroika"_dans_le_monde_15_janvier_1991-fr-ff308ce6-23c8-4f86-81f8-b0b15adf0f20.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Coup de grâce pour la pérestroïka

Le scénario est très au point, pour avoir beaucoup servi. Un gouvernement fantoche, créé de toutes pièces par l'envahisseur, appelle au rétablissement de la " légalité " ou au sauvetage du socialisme, et l'armée soviétique apporte son " aide fraternelle ". Il a été appliqué en Hongrie en 1956, en Tchécoslovaquie en 1968, en Afghanistan en 1979. C'est, avec quelques nuances, celui qui est rejoué maintenant en Lituanie.

On croyait qu'il appartenait à une époque révolue ; que la perestroïka et la " nouvelle pensée " pratiquée par M. Mikhaïl Gorbatchev dans les relations internationales avaient relégué au magasin des accessoires ces artifices qui ne trompaient personne. L'émancipation sans coup férir de l'Europe de l'Est, le refus du pouvoir soviétique de se porter au secours des nomenklaturas chassées par des révolutions plutôt tranquilles ajoutaient du crédit à ce rejet.

C'était oublier que la politique gorbatchévienne est depuis le début ambivalente. Elle s'est donné pour but une gageure : transformer le système pour le conserver. Les Occidentaux, par aveuglement ou par intérêt, n'ont jamais voulu en voir qu'une seule face ; la face moderne, libérale, " européenne ". Celle qui correspondait au reniement de la " lutte des classes à l'échelle mondiale ", comme on disait encore sous Brejnev, ou au ralliement au droit international.

Au nom de cette politique, les pays d'Europe de l'Est ont rompu avec le communisme, l'Allemagne a été réunifiée, le pacte de Varsovie est tombé en désuétude. La " maison commune " européenne a cessé d'être un thème de discours ou une utopie. Cette " nouvelle pensée " avait un corollaire interne à l'URSS, qui s'appelait glasnost et perestroïka. Sous ce vocable que les Soviétiques, avec leur génie de la propagande, ont réussi à imposer au monde entier, une liberté d'expression quasi totale s'est installée et le démantèlement des structures de la société ancienne a été entrepris.

Mais l'erreur de M. Gorbatchev est d'avoir cru réussir ce qui a échoué dans les ex-démocraties populaires : la réforme de l'irréformable, la transformation du régime communiste en un socialisme à visage humain, en des sociétés performantes économiquement, plus libérales politiquement. L'expérience a prouvé en Europe de l'Est que cette réforme est impossible. Quand les peuples ont la parole, quand ils ont la possibilité de s'exprimer librement, ils ne demandent pas un socialisme édulcoré, ils veulent sa suppression.

Qu'ils se fassent des illusions sur les bienfaits immédiats de la démocratie parlementaire et les vertus curatives du libéralisme économique ne change rien à cette constatation. Or M. Gorbatchev pouvait sacrifier l'Europe de l'Est. Il avait compris que les temps avaient changé depuis que Staline considérait ce glacis comme vital pour les intérêts de l'Union soviétique. Le glacis n'était plus indispensable, il devenait même gênant pour le développement des liens avec l'Europe occidentale, indispensable à la modernisation de l'économie soviétique. Mais ce qui était acceptable en Europe de l'Est ne l'est pas dans les Républiques périphériques de l'URSS. Pour M. Gorbatchev, il faut sauver l'Union en la transformant, sauver le socialisme en le réformant, et défaire les pouvoirs traditionnels en consolidant le sien propre.

Aussi se débat-il dans un tissu de contradictions. Il s'est retrouvé dans la situation classique du " despote éclairé ", censé apporter à son peuple le progrès _ même par des méthodes archaïques _ et libéraliser son pays, y compris par des moyens autoritaires. Nombre d'intellectuels soviétiques le suivaient dans cette politique, parce que les forces " obscurantistes " risquaient de l'emporter sur les modernistes (ou les démocrates) qui ne sont pas nécessairement les plus nombreux dans le camp hostile au communisme. Ces données sont une constante de l'histoire russe depuis Pierre le Grand dans les batailles qui, au cours des siècles, ont opposé les réformateurs sensibles aux influences de l'Occident aux défenseurs des valeurs russes traditionnelles. M. Gorbatchev n'a pas échappé à cet " équivalent politique de la quadrature du cercle ", selon l'expression d'un célèbre historien russe du XIX siècle. Ses pouvoirs sont les plus considérables qu'un chef du Kremlin ait jamais eus, y compris sans doute Staline, mais ils sont inopérants parce qu'il n'existe pas de mécanismes institutionnels permettant aux impulsions venues du centre d'avoir des effets dans l'ensemble de la société. Les seules courroies de transmission dans une situation de plus en plus chaotique sont l'armée, le KGB et la bureaucratie économique. Ainsi M. Gorbatchev ne peut-il faire usage des pouvoirs qu'il s'est octroyés en principe contre les structures traditionnelles qu'en s'appuyant sur les institutions les plus

rétrogrades ou les plus répressives de la société communiste. Ce paradoxe se retrouve dans la politique économique, où le KGB et les grands ministères centraux sont appelés à mettre de l'ordre dans un système de production et de distribution totalement désorganisé, comme dans la politique des nationalités, où une nouvelle " union " fondée sur le libre consentement des peuples est inaugurée par la répression.

Il importe peu de savoir si le drame de Vilnius est dû au zèle des autorités militaires locales ou à un ordre venu de Moscou. En Lituanie, la perestroïka a reçu le coup de grâce. Non parce que les Baltes se seraient comportés comme des irresponsables en exigeant une indépendance immédiate sans attendre le nouveau traité de l'Union, mais parce que la démocratisation a pour conséquence inéluctable une dislocation de l'empire soviétique et la fin du système socialiste. Préserver l'un et l'autre, comme a toujours proclamé vouloir le faire M. Gorbatchev et comme l'exigent ses alliés conservateurs, ne peut passer que par une mise en cause du processus de démocratisation. " La perestroïka est irréversible ", répétaient à l'envi les officiels soviétiques depuis plusieurs mois. " Rien ne sera jamais plus comme avant ", ajoutaient-ils. Il est en effet probable que le système communiste tel qu'il a fonctionné en URSS depuis la fin des années 20 est dans un état de délabrement si avancé que son rétablissement est exclu. Mais un régime autoritaire, appuyé sur l'armée et la police, est plus qu'une menace virtuelle. Que M. Gorbatchev en soit l'artisan ou la victime n'a plus qu'un intérêt anecdotique.

VERNET DANIEL